

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

L'activité mondiale accélère légèrement en 2014. En France, le PIB progresse faiblement de 0,2 %, avec une croissance soutenue par la demande intérieure, alors que le recul de l'investissement s'accroît. Le pouvoir d'achat progresse de 1,1 % et l'emploi total de 0,3 %.

Laurent Clavel, Insee

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affirme dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes.

La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

1 Le PIB augmente de 0,2 % en 2014

Le PIB et les opérations sur biens et services en France

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 132,4	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	651,1	-1,2
Total des emplois finals	0,3	0,9	1,0	2 783,5	1,3
Consommation effective des ménages, dont :					
consommation des ménages	0,2	0,6	0,9	1 516,8	0,7
consommation individualisable des administrations	-0,3	0,4	0,6	1 139,0	0,3
Consommation collective des adm. publiques	1,7	1,6	1,9	333,5	0,3
Formation brute de capital fixe, dont :					
entreprises non financières	1,4	1,9	0,8	182,4	0,1
ménages	0,2	-0,6	-1,2	462,5	-0,3
administrations publiques	-0,2	0,5	2,0	258,1	0,2
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-2,1	-1,5	-5,3	105,2	-0,3
Exportations	1,8	0,1	-6,9	78,6	-0,3
	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
	2,5	1,7	2,4	611,8	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 (figures 1 et 2).

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,9 %), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013). Par branche, l'activité est portée par les

services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 0,7 % après + 0,5 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 2,1 % après + 2,2 %).

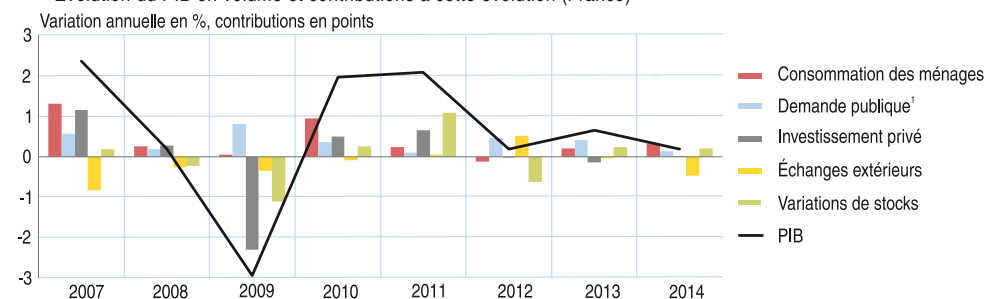
Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation sont stables (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

2 La consommation des ménages accélère

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution (France)



1. Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.